



Le débat Philippe Gomès – Paul Néaoutyine. Quel avenir près l'accord ?

Isabelle Leblic



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/6678>

DOI : 10.4000/jso.6678

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2012

Pagination : 159-160

ISBN : 978-2-85430-032-1

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Isabelle Leblic, « *Le débat Philippe Gomès – Paul Néaoutyine. Quel avenir près l'accord ?* », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 134 | 1er semestre 2012, mis en ligne le 29 juin 2012, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jso/6678> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jso.6678>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Le débat Philippe Gomès – Paul Néaoutyine. Quel avenir près l'accord ?

Isabelle Leblic

RÉFÉRENCE

GOMÈS Philippe et Paul NÉAOUTYINE, sd. *Le débat Philippe Gomès – Paul Néaoutyine. Quel avenir près l'accord ?*, interviewés au Park Royal (17 avril 2009) par Estelle Delonca et Nicolas Vignoles, Nouméa, Tabù Éditions, 38 p.

- 1 Cette petite brochure est la retranscription du débat entre Paul Néaoutyine pour le FLNKS et l'UNI et Philippe Gomès¹ qui a eu lieu le 17 avril 2009 au Park Royal, pendant la campagne des élections provinciales, dans le cadre des rencontres citoyennes de *Calédonie ensemble*, la formation politique de Gomès. Ces deux formations veulent se placer ainsi au centre du débat pour l'avenir du territoire.
- 2 *Calédonie ensemble*, dont le slogan était pour ces élections en province Sud « porter le rêve calédonien » (document de campagne aux provinciales Sud), est née le 11 octobre 2008 d'une scission au sein de l'*Avenir ensemble* à l'occasion des élections législatives, avec d'un côté, Philippe Gomès emmenant avec lui quatre cinquièmes des élus provinciaux du Sud et de l'autre, Didier Leroux et Harold Martin restés à *Avenir ensemble*. En 2009, Gomès a gagné son pari puisque son groupe a remporté 12 sièges au Congrès, face à l'*Avenir ensemble* réduit à 4 et au RUMP (Rassemblement UMP, ex-RPCR) qui en remporta 13. Pour ce dernier, tel qu'il se présente dans le document de campagne de *Calédonie ensemble* pour les élections dans la province Sud :
« le moment est venu d'imaginer une nouvelle solution consensuelle pour éviter un référendum inutile, qui couperait à nouveau le pays en deux ». « Face à ceux qui rêvent du passé », il propose de « réinventer l'avenir ». »
- 3 L'*Union nationale pour l'indépendance* (UNI) est la coalition électorale et politique qui a rassemblé au départ toutes les composantes du FLNKS, l'*Union calédonienne*(UC) mise à part. Ce nom est né de la volonté du PALIKA de se démarquer de l'UC aux provinciales de

1995, les premiers se présentant sous le nom UNI et les seconds sous celui du FLNKS. L'UNI a donc à sa tête Paul Néaoutyine et Charles Washetine, tout deux PALIKA ; sous le nom UNI-FLNKS, il a remporté 8 sièges en 2009 au congrès suite aux élections provinciales et l'UC en a eude son côté 7. Au total, le congrès compte, suite à ces élections, 19 indépendantistes contre 35 anti-indépendantistes. C'est ce congrès qui risque d'avoir en charge, sinon la mise en place du scrutin (à partir de 2014) prévu par l'accord de Nouméa sur l'avenir institutionnel du territoire, tout au moins sa préparation jusqu'à la prochaine mandature qui commencera en 2014. Son rôle est donc d'importance et les remous connus ces derniers mois par les démissions en chaîne du gouvernement de Nouvelle-Calédonie, suite à la question des deux drapeaux, en sont un des éléments visibles. Qu'en est-t-il exactement ? Le 17 février 2011, le gouvernement, présidé alors par Gomès, démissionne en bloc suite à la protestation du groupe UC-FLNKS à l'encontre de Philippe Gomès et de sa prise de position sur la question des deux drapeaux qui cristallise les divergences d'interprétation du contenu de l'accord de Nouméa et les oppositions toujours présentes entre indépendantistes et loyalistes dans le pays. En effet, *Calédonie ensemble* refuse la proposition de Pierre Frogier, député et président de la province Sud et du RUMP, de faire flotter sur tous les édifices publics de Nouvelle-Calédonie, comme le font depuis longtemps de nombreuses mairies du territoire, pas seulement indépendantistes d'ailleurs, le drapeau FLNKS aux côtés du drapeau français. Gomès propose en retour un drapeau unique, compromis entre les deux drapeaux. Élu le 3 mars 2011, le second exécutif démissionne immédiatement, sauf Gomès. On recommence à nouveau deux semaines plus tard, le 17 mars 2011, cette fois-ci par la démission de Gomès et de ses colistiers, puis le 1^{er} avril... Cette période d'instabilité par quatre démissions en moins de deux mois est très significative des enjeux à l'approche de l'échéance de la sortie de l'accord de Nouméa et cette affaire des drapeaux n'est à mon sens « que l'arbre qui cache la forêt ». On est bien loin ici des éléments présentés comme consensuels dans ce débat, moins de deux ans auparavant !

- 4 Dans ce débat dont le titre « Quel avenir après l'accord ? » est explicite, ces deux hommes politiques calédoniens précisent donc leurs positions quant à l'avenir de leur pays. Parmi les questions posées par Nicolas Vignoles dans l'introduction au débat, nous noterons :
- - « [...] savoir ce qui différencie l'indépendance de la souveraineté » (p. 5) ;
 - - « [...] savoir si on peut ou non purger l'idée d'indépendance » (p. 5) en faisant allusion aux déclarations de Pierre Frogier ;
 - - « Nous demanderons à Philippe Gomès ce qu'il entend par "petite nation dans une grande nation" puisque c'est ainsi qu'il semble entrevoir l'avenir » (p. 6) ;
 - - « Sommes-nous toujours aujourd'hui dans cette logique des blocs ? » (p. 6), sous-entendu indépendantistes/anti-indépendantistes ;
 - - « Que fait-on des signes identitaires et de la citoyenneté ? » (p. 6).
- 5 Tout au cours de ce débat, les deux protagonistes vont donc répondre à ces questions en donnant leur point de vue. C'est Philippe Gomès qui commence :
- « [...] se projeter vers l'avenir, c'est penser à la mise en œuvre de l'accord de Nouméa, à ce qui a été fait et ce qui ne l'est pas. [...] c'est se poser la question du référendum, est-il opportun ou pas ? [...] c'est entrer dans le grand trou noir de l'après-accord de Nouméa. » (p. 7)
- 6 En rappelant qu'il n'a pas changé et qu'il est toujours indépendantiste, Paul Néaoutyine précise en retour sa position :

« Moi je suis toujours dans la démarche dictée par l'accord de Nouméa. C'est-à-dire que nous allons nous approprier notre destinée, prendre la responsabilité de régler nos affaires, protéger les droits, en ouvrir de nouveaux sur l'environnement, sur tous les sujets de l'actualité. [...] Personnellement, je veux vous convaincre, vous les loyalistes, que l'indépendance n'est pas un épouvantail. [...] Rien ne nous empêche de construire cette indépendance ensemble. » (p. 8)

- 7 Les 37 pages de transcription de ce débat montrent bien la différence de contenu qui est mis par les uns ou les autres dans l'accord de Nouméa et pour construire le destin commun. Je ne peux qu'encourager toute personne s'intéressant à l'avenir de ce territoire à se plonger dans cette brève lecture, à la lumière notamment de ce qui s'est passé depuis, durant les presque trois années de mandature provinciale.
-

NOTES

1. Il fut président pour l'*Avenir ensemble* de la province Sud de 2004 à 2009.